

Burundi : Le pouvoir du CNDD-FDD mis sous pression

MISNA, 14 Décembre 2011 Burundi : Le gouvernement s'ouvre aux opposants, la Police mise en cause dans la tragédie de Gatumba. Les portes restent ouvertes à tous les partis reconnus par la loi, comme l'attestent les nombreux appels aux dirigeants politiques à l'étranger afin qu'ils rentrent chez eux. Le gouvernement leur demande de répondre positivement au message des évêques : l'appel, lu à la télévision nationale par le porte-parole du gouvernement Philippe Nzobonariba, est interprété par la presse locale comme la réponse de Bujumbura à un message de la Conférence épiscopale nationale sur la situation du pays, diffusé dimanche. Dans le message, les évêques utilisent des tons sévères contre l'excitatif, mais demandent aussi à l'opposition de participer à la préservation de la paix de constructive. Ces derniers mois, plusieurs dirigeants de l'opposition, qui n'ont pas reconnu les élections de l'an dernier, ont choisi le chemin de l'exil, en créant un climat d'oppression et la tendance autoritaire du gouvernement actuel. Dans le message diffusé par Nzobonariba, le gouvernement a également annoncé que tous les responsables de crimes, violations des droits de l'homme ou des attentats à la sécurité, y compris des représentants des services de sécurité, seront punis. Au sujet de la sécurité, le procès est enfin ouvert, à Bujumbura, sur le massacre de 39 civils effectués dans une auberge à Gatumba à 15 kilomètres de la capitale, le 18 septembre dernier. Sur le banc des accusés se trouvent 21 personnes, mais aucune n'est poursuivie pour avoir directement participé à l'attaque, mais pour des accusations de complicité. Certains chroniqueurs rapportent que l'un des principaux accusés, Innocent Ngendakuriyo, a déclaré que les vrais coupables du massacre seraient de hauts membres des services de sécurité : le général Maurice Mbonimpa, secrétaire permanent du ministère de la Sécurité publique, le général Gervais Ndirakobuca, directeur de la police, et le colonel Désiré Uwamahoro, commandant d'une unité spéciale de la police. « Je n'ai pas participé au massacre », mais j'étais en mission spéciale, recruté par des responsables de la police pour tendre un piège à Nduwayezu (un commandant rebelle) alias Mukono. Je devais amener Mukono à Gatumba, où l'attendaient des dizaines de policiers pour l'éliminer, mais ils ont ouvert le feu avant notre arrivée et ont tué les gens de Gatumba ». Le procureur de Bujumbura Rural a dit qu'il avait entendu les responsables mis en cause, et de pouvoir affirmer qu'ils ne sont pas impliqués. Le tribunal aurait décidé de ne pas les convoquer, ni même en tant que personnes informées sur les faits. [CC/CO]